

Quel avenir pour l'EURO ?

par Gilbert Ricard

La question de l'Euro n'a jamais fait l'objet d'un véritable débat en Europe. Et pourtant l'Euro est une monnaie fragile, si ce n'est condamnée.

Depuis sa naissance il est en effet entaché d'un certain nombre de défauts, tels que :

- Un taux d'intérêt unique et une absence de politique monétaire indépendante pour des pays en situation économique, démographique, industrielle... fort différentes et soumis à des différentiels de taux d'inflation et de compétitivité.
- Une limitation de l'autonomie des politiques budgétaires contraintes par les accords européens
- Une absence de véritable budget communautaire
- Un rôle limité de la Banque Centrale Européenne

Il en résulte que le seul moyen à la disposition des pays pour restaurer leur compétitivité se trouve dans la pression à la baisse des salaires et dans la limitation de la protection sociale. L'euro apparaît ainsi comme une arme redoutable à l'égard des salariés

Le triste exemple de la Grèce nous montre que les dirigeants européens ne veulent pas entendre parler d'une réforme de l'Euro et qu'ils ont préféré sauver les banques et plonger un peuple entier dans une immense détresse plutôt que de laisser la Grèce mener une autre politique économique et sociale qui, en réussissant, aurait encore mieux mis en évidence les erreurs des politiques imposées par la Troïka.

Dans cette situation plutôt que d'assister passivement à la montée des risques économiques et des contestations citoyennes qui pourraient faire éclater l'euro lors d'une prochaine crise, hautement probable, il serait préférable de construire, dans la concertation, une autre monnaie européenne. La solution que nous proposons est celle d'une monnaie commune au niveau de l'Europe et d'un retour aux monnaies nationales avec des taux de change fixes mais révisables entre les monnaies nationales et avec la monnaie commune. Ces taux de change seraient révisés périodiquement par concertation ce qui limiterait la spéculation, surtout si on y adjoint le contrôle des capitaux. Les pays européens redeviendraient maîtres de leur politique monétaire et la déflation salariale ne serait plus nécessaire pour retrouver une compétitivité perdue, surtout si on adjoignait une certaine autonomie en matière de politique budgétaire.

En ce qui concerne la France, la critique adressée à une telle réforme est que le Franc retrouvé serait contraint à la dévaluation. Or une étude sur la simple base des balances commerciales montre que le Franc serait dévalué par rapport à 4 monnaies européennes mais serait réévalué par rapport aux 14 autres. Une autre critique porte sur le coût de l'endettement de la France qui s'envolerait. Or le principe international de la *Lex Monetae* stipule que la dette d'un état est libellée en monnaie nationale ; en conséquence les dettes libellées en Euro seraient relibellées en franc pour un montant identique. A condition qu'elles aient été stipulées en droit national, ce qui est le cas de la totalité de la dette publique française.

La question qui se pose est de savoir si la France devrait éventuellement sortir seule de l'Europe. Une telle éventualité ne doit pas être rejetée à priori, mais la question ne peut être tranchée que dans des conditions données qui seraient celles qui existeraient au moment où il faudrait choisir. La meilleure solution serait néanmoins que la France utilise tout son poids, qui est grand, pour amener les gouvernements autour d'une table afin de réfléchir à la création d'une autre monnaie.

Au terme de cet exposé, l'Euro apparaît tel qu'il est réellement, à savoir le pivot central de l'approche libérale-machéiste. Les véritables européens sont ceux qui veulent construire une autre Europe, sociale, démocratique et solidaire, débarrassée de la course mortifère au moins disant social et fiscal. Le défi est important ; il appartient aux citoyens de se mobiliser pour forcer la main à nos dirigeants. Les syndicats ont tout leur rôle à jouer dans cette mobilisation.